

L'artisan des Caisses populaires

Alphonse Desjardins

Michèle Jean

Volume 4, Number 4, Winter 1989

URI: <https://id.erudit.org/iderudit/7345ac>

[See table of contents](#)

Publisher(s)

Les Éditions Cap-aux-Diamants inc.

ISSN

0829-7983 (print)

1923-0923 (digital)

[Explore this journal](#)

Cite this article

Jean, M. (1989). L'artisan des Caisses populaires : Alphonse Desjardins. *Cap-aux-Diamants*, 4(4), 49–52.

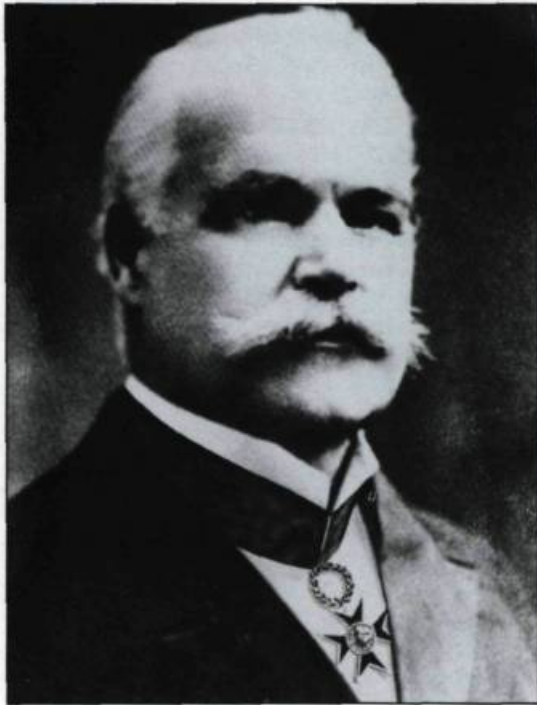
L'ARTISAN DES CAISSES POPULAIRES

ALPHONSE DESJARDINS

par Michèle Jean*

Le 6 décembre 1900 marque les débuts de la caisse populaire de Lévis, la première société d'épargne et de crédit du genre en Amérique du Nord. L'artisan de ce projet, Alphonse Desjardins, alors âgé de 46 ans, consacra le reste de sa vie à la propagation et à la consolidation de cette oeuvre.

la connaissance de Joseph-Israël Tarte (futur ministre dans le cabinet de Wilfrid Laurier) et surtout de Jules-Paul Tardivel (plus tard, propriétaire et éditeur du journal ultramontain *La Vérité*) qui deviendra un de ses amis personnels et un fidèle appui. Toujours avec son frère, il participe de près à des campagnes électorales



À gauche, Alphonse Desjardins portant fièrement sa médaille de Commandeur de l'Ordre de Saint-Grégoire le Grand qu'il reçut en 1913.
(Photo: Société historique Alphonse Desjardins).

À droite, Dorimène Desjardins, épouse du fondateur des caisses populaires et fidèle collaboratrice de l'oeuvre de son mari.
(Photo: Société historique Alphonse Desjardins).

Incursion dans le journalisme

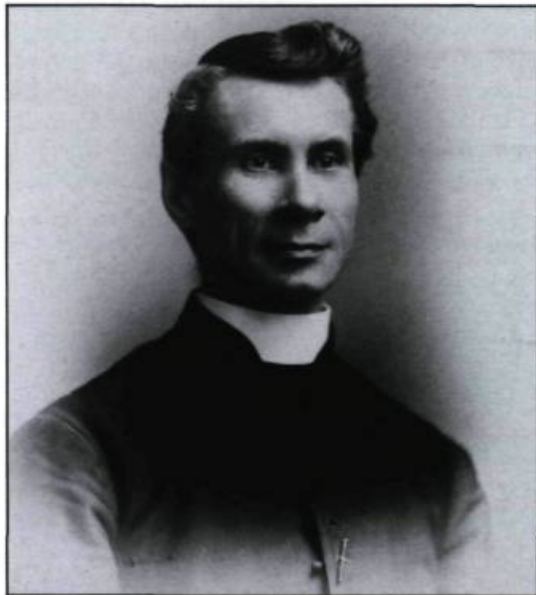
Au moment où Desjardins fonde sa première caisse populaire, force est d'admettre qu'il n'a rien d'un grand financier. Il quitte l'école à l'âge de 16 ans après un cours commercial de quatre ans au Collège de Lévis. Un court séjour dans l'Ouest canadien au sein du 17^e Régiment de Lévis en 1870 l'initiera quelque peu à la discipline militaire. De retour à Lévis, il fait ses débuts dans le journalisme, tout d'abord à *L'Écho de Lévis*, puis au *Canadien*, journal d'allégeance conservatrice et propriété de son frère Louis-Georges. C'est à ce dernier endroit que Desjardins fait

dans la circonscription de Lévis en défendant les couleurs du candidat conservateur. Cette implication lui vaut d'ailleurs, en 1879, le poste de rapporteur des débats à l'Assemblée législative du Québec.

Jusqu'en 1890, Desjardins suit de près l'activité parlementaire et les débats qui se déroulent en Chambre. C'est inévitablement un lieu propice pour nouer des contacts dans le milieu politique. Au cours de cette même période, Desjardins s'implique au sein de sa propre ville: il occupe le poste de secrétaire de la Chambre de commerce de Lévis entre 1880 et 1888 et, d'après *La Vérité*

de mars 1883, il préside l'Institut canadien de Lévis.

En 1890, le gouvernement d'Honoré Mercier décide de couper les subventions accordées jusqu'alors à la publication des débats parlementaires, réduisant ainsi Desjardins au chômage. Fort de son expérience journalistique, il fonde en juillet 1891 son propre journal, *L'Union Canadienne*. L'aventure dure à peine trois mois car Desjardins est forcé d'abandonner pour des raisons de santé. L'historien Yves Roby, dans son étude sur Alphonse Desjardins, analyse le contenu de ce quotidien. Il relève à la fois l'appui sans réserves de Desjardins au parti conservateur et



L'abbé Philibert Grondin est l'un des plus ardens propagandistes de l'oeuvre des caisses populaires.
(Photo: Société historique Alphonse Desjardins).

ses virulentes attaques contre l'administration Mercier qu'il tient pour responsable de sa perte d'emploi. Rien ou si peu, poursuit cet auteur, laisse présager les futures préoccupations de Desjardins, sinon qu'il traite à quelques reprises de la situation de l'agriculture tant au Québec qu'à l'étranger, de l'émigration des Canadiens français vers les États-Unis et de la situation économique précaire de Lévis.

Somme toute, ces années nous révèlent un Desjardins connu à la fois dans le milieu politique québécois et lévisien. Même s'il est difficile d'en mesurer le degré, il n'en demeure pas moins que ces relations et expériences préparent le terrain et vont l'aider au moment où il mettra sa première caisse populaire sur pied.

En route vers Ottawa

À nouveau sans emploi, Desjardins se voit offrir par ses amis conservateurs d'Ottawa le poste de sténographe officiel des débats français à la chambre des Communes en 1892. Valises à la main, ce n'est pas sans difficultés qu'il laisse derrière lui sa famille et sa ville. Comme l'avouera

plus tard sa fille Adrienne, dans un article publié dans la *Revue Desjardins* (novembre 1954), «ses longues absences de la maison étaient pour lui un véritable exil et ses retours au foyer une de ses joies les plus douces...» Heureusement, Desjardins retrouve à Ottawa quelques membres de sa famille, soit deux de ses frères et sa soeur.

En 1897, Desjardins assiste à un débat qui va donner une nouvelle orientation à sa vie. Ce jour-là, le député conservateur de Montréal-Sainte-Anne, Michael Quinn, dépose un projet de loi visant à «soustraire les emprunteurs à l'obligation de payer des taux d'intérêt démesurés». Il cite différents cas dont celui d'un Montréalais condamné par la justice à payer des frais d'intérêts de 5 000 \$ sur un emprunt initial de 150\$.

Si ce débat a tant frappé Desjardins et l'a incité à pousser plus loin ses interrogations sur le problème de l'usure, ce n'est pas uniquement devant le caractère odieux de la situation décrite par Quinn. En effet, avec son frère François-Xavier de la compagnie d'assurance l'Union mutuelle Saint-Joseph, Desjardins s'intéresse de près à la question de l'assurance-vie et aux moyens de faire bénéficier les plus démunis d'une protection en cas de chômage, blessures, décès du chef de famille... De plus, Desjardins ne peut oublier ses origines modestes, de même que les nombreux départs de ses compatriotes vers les États-Unis, problème qu'il a traité du temps de l'*Union Canadienne*. Dans ce contexte, la réaction de Desjardins se comprend mieux. Commencent alors de longues années d'étude et de recherche en vue d'une solution.

Un projet bien mijoté

En 1898, Desjardins met la main sur le livre *The People's Banks* du Britannique Henry Wolff. Ce dernier est le président de l'Alliance coopérative internationale. Desjardins entre en contact avec l'auteur et une longue correspondance s'établit entre les deux hommes. Wolff introduit Desjardins auprès d'autres coopérateurs européens, notamment Luigi Luzzati, Charles Rayneri, Louis Durand... Desjardins étudie de près le fonctionnement et les modalités de différents modèles de banques et caisses populaires européens, puis il en vient à forger son propre système adapté toutefois au contexte canadien dans lequel il aura à se développer. Voilà un des premiers traits d'originalité de l'esprit de Desjardins, c'est-à-dire d'être allé au-delà de ce qui existait déjà. Mais il y en a bien d'autres, comme celui d'avoir été à l'écoute des préoccupations de son temps.

Par l'établissement de caisses populaires, Desjardins veut plus que combattre le simple problème de l'usure. Il entend donner les moyens aux classes laborieuses de se prendre en mains, de

gérer elles-mêmes leur propre capital sans le secours de l'État ou de quelconque sociétés philanthropiques, d'avoir accès à un crédit adapté à leurs conditions et surtout de développer l'habitude et le goût de l'épargne. Quelles étaient les chances de réussite d'un tel discours à l'époque? La perspicacité de Desjardins nous fournit la réponse.

Une démarche novatrice

Une des caractéristiques de la caisse populaire est de limiter son champ d'action à la paroisse. Cette cellule, si importante dans la survie du peuple canadien-français, l'était tout autant pour Desjardins dans la mise sur pied de son projet. Comme il se plaira souvent à le répéter, la caisse populaire vient compléter la trilogie formée par l'église, l'école et les corps municipaux. Qui plus est, la paroisse s'avère un milieu naturel d'entraide et de coopération perceptible lors des corvées par exemple. Par ailleurs, cette restriction territoriale minimise les risques de mauvais prêts, le sociétaire-emprunteur pouvant difficilement cacher sa réputation. Enfin, les économies amassées bénéficient avant tout aux paroissiens. Les capitaux ne sont donc pas drainés vers les villes comme on le reproche alors aux grandes institutions bancaires.

Pour voir son projet se développer, Desjardins doit compter sur de fidèles appuis. Le premier qu'il recherche est celui du clergé. Desjardins connaît la confiance dont jouit ce dernier auprès de ses ouailles. En admettant le bienfait des caisses populaires, les gens ne pourraient qu'adhérer à son projet. Aussi insiste-t-il, sur la présence du curé à chaque fondation d'une nouvelle caisse. Dans l'ensemble, le clergé réserve un accueil favorable à l'idée de Desjardins, d'autant plus que les questions sociales le préoccupent davantage. En effet, l'encyclique *Rerum Novarum* de 1891 commence à influencer les autorités ecclésiastiques. Rappelons brièvement que cet énoncé papal «insistait sur la nécessité de venir en aide, par des mesures promptes et efficaces, aux hommes des classes inférieures, attendu qu'ils sont pour la plupart dans une situation d'infortune et de misère imméritée». Desjardins, lui-même un fervent pratiquant, n'était pas resté indifférent à l'appel de Léon XIII et son projet le démontre bien.

Desjardins fait aussi preuve de beaucoup d'habileté à tirer profit de groupes et d'associations susceptibles de véhiculer son appel en faveur des bienfaits de la coopération. Tour à tour, il rencontre les jeunes de l'Association Canadienne de la Jeunesse Catholique, les Ligues du Sacré-Coeur et ne dédaigne pas également les milieux économiques tel la Chambre de commerce de Montréal. Il utilise à bon escient la presse catholique comme moyen de propagande, les plus sollicités

étant *La Vérité* et l'*Action Catholique* de Québec, *Le Devoir* de Montréal et le *Droit* d'Ottawa. Il peut également compter sur une équipe de proches collaborateurs à qui il délègue certaines responsabilités. Notons, entre autres, sa femme qui gère la caisse de Lévis dans ses débuts, ses filles Albertine et Adrienne qui occupent les tâches de secrétaire et, surtout, l'abbé Philibert Grondin, véritable bras droit. Son rôle s'accroît d'ailleurs après 1916 au moment où Desjardins doit diminuer considérablement ses activités pour des raisons de santé.



Une énergie inlassable

De 1900 à 1920, plus de 180 caisses voient le jour au Québec. Desjardins préside l'assemblée de fondation pour plus des trois quarts d'entre elles. Ainsi, dans la seule année 1907, il parcourt 5 389 milles, prononce 52 conférences publiques et plus de 150 causeries et répond à pas moins de 2 500 lettres. Sa renommée dépasse grandement les frontières du Québec pour atteindre le Canada, les États-Unis et l'Europe. Nos voisins du Sud l'invitent officiellement à une tournée au Massachusetts pour les entretenir de son projet de société d'épargne et de crédit populaire. C'est à Desjardins que revient l'honneur d'avoir fondé la première caisse populaire aux États-Unis, à Manchester (New Hampshire) en 1908. Son concours a également été sollicité par près d'une dizaine d'états américains pour la rédaction et l'approbation de textes de lois qui visent à donner une existence légale aux caisses.

Desjardins n'a pas eu seulement à faire connaître les caisses populaires et à vanter les mérites de l'association, mais aussi à répondre aux attaques de ses adversaires et à combattre l'incrédulité et la suspicion que provoquent inévitablement tout nouveau projet. L'opposition farouche de la Banque Nationale qui perçoit ces organismes comme une menace à son programme d'expansion de succursales, de même que la lutte de l'Associa-

Desjardins devant chez lui, entouré de quelques membres de sa famille vers 1908. Notons que sa résidence sert de local à la Caisse populaire de Lévis pendant les premières années de son existence. (Photo: Société historique Alphonse Desjardins).

Livres de comptes illustrant les premières transactions de la Caisse populaire de Lévis, le 23 janvier 1901. (Photo: Société historique Alphonse Desjardins).

17. Reçu des Revenus de la
Caisse Populaire de Lévis 23 jan. 1901 52

Revenu perceptif - \$ 26.45 - 1^{er} août 1900

1 ^{er} Sébastien - 23 jan. au 31 jan. 1901	\$ 242.80	
2 - " " au 28 février "	297.20	2 ^{ème}
3 - " " 30 mars 1 ^{er} août 1900	679.65	3 ^{ème}
4 - " " 30 avril "	116.01	4 ^{ème}
5 - " " 30 mai "	237.05	5 ^{ème}
6 - " " 30 juin "	242.00	6 ^{ème}
7 - " " 30 juillet "	292.00	7 ^{ème}
8 - " " 30 août "	255.00	8 ^{ème}
9 - " " 30 sept. "	267.20	9 ^{ème}
10 - " " 30 oct. "	461.25	10 ^{ème}
11 - " " 30 nov. "	724.60	11 ^{ème}
12 - " " 30 déc. "	925.44	12 ^{ème}
13 - " " 30 jan. 1901	2123.65	13 ^{ème}

tion des marchands-détaillants contre l'adoption du projet de loi fédéral accordant une existence légale à toutes formes de sociétés coopératives et industrielles, comptent parmi les plus évidentes marques de contestation.

Mais, par dessus tout, Desjardins concentre une grande partie de ses énergies à l'obtention des deux paliers de gouvernement, d'une reconnaissance légale pour les caisses populaires. Le Parlement provincial la lui accorde en 1906, alors que le fédéral, malgré les efforts répétés de Desjardins et de ses partisans, lui refusera toujours. Au cours de cet épisode, Desjardins fait montre d'une volonté et d'une ténacité incroyables. En plus de rédiger les différentes clauses du projet

de loi, il réussit à fonder une association, l'**Action populaire économique**, qui regroupe les personnalités les plus en vue du monde politique et religieux dans le but de créer une force susceptible d'exercer des pressions pour faire accepter une législation. Il obtient des appuis aussi prestigieux que celui du gouverneur-général du Canada, Henry George lord Grey, qui ira même jusqu'à s'inscrire comme sociétaire de la caisse de Lévis.

Quelle retraite?

Frappé d'urémie, Desjardins démissionne de son poste en 1916. Loin de s'accorder du repos, il continue de son lit à diriger les destinées des caisses. Sentant ses forces l'abandonner peu à peu, il veut assurer l'avenir du Mouvement. Il élabore alors un «*Mémoire sur la Fédération des Caisses populaires*». Ce projet qu'il ne verra pas naître occupe les dernières années de sa vie. Le 31 octobre 1920, Desjardins s'éteint à sa résidence de Lévis. Des témoignages vibrants sont rendus à celui que l'on surnommait «l'apôtre de la coopération» et qui a payé de sa santé et même de ses propres deniers «sa douce folie coopérative» ♦

*Historienne



DIORAMA

L'HISTOIRE EN SON ET LUMIÈRE

REVIVRE LES SIX SIÈGES DE QUÉBEC

Voyez et entendez la bataille des Plaines d'Abraham qui a changé l'histoire d'un continent.

Soyez témoins de l'attaque de Québec par l'armée révolutionnaire américaine, sous Richard Montgomery et Benedict Arnold, lors d'une tempête de neige le 31 décembre 1775...

ainsi que des quatre autres sièges de la ville.

MUSÉE DU FORT

(face au Château Frontenac)

10, rue Ste-Anne, Québec, Québec G1R 3X1

RENSEIGNEMENTS RÉSERVATIONS DE GROUPES (418) 692-2175

